

- 
- **Birmanie: l'Onu veut continuer**
  - **La rumeur de grève de la faim d'Aung San Suu Kyi s'amplifie**
- 

### **Birmanie: l'Onu veut continuer**

*AFP\_25 août 2008*

L'ONU a assuré que sa mission de bons offices en Birmanie se poursuivrait, se refusant à commenter le rendez-vous manqué entre son émissaire spécial, Ibrahim Gambari, et la dirigeante de l'opposition birmane Aung San Suu Kyi. "C'était l'intention de M. Gambari de rencontrer Aung San Suu Kyi, comme il l'avait fait lors de toutes ses précédentes visites, et le gouvernement avait arrangé une telle rencontre. A son regret, la rencontre n'a pas eu lieu", a déclaré une porte-parole, Marie Okabe.

"Nous n'allons pas spéculer sur les raisons pour lesquelles elle (Mme Suu Kyi) n'a pas été en mesure de participer à cette rencontre", a poursuivi Mme Okabe, tout en soulignant que M. Gambari avait rencontré à deux reprises des représentants de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung San Suu Kyi.

---

### **La rumeur de grève de la faim d'Aung San Suu Kyi s'amplifie**

*France 24\_28 2008*

La rumeur selon laquelle l'opposante birmane Aung San Suu Kyi aurait entamé une grève de la faim se propage dans toute la Birmanie. Malgré le démenti d'un responsable de la junte militaire.

La rumeur d'une grève de la faim entamée par Aung San Suu Kyi pour dénoncer l'absence de progrès politique se propage, depuis quelques jours, dans toute la Birmanie et suscite une vive inquiétude dans les milieux diplomatiques. Depuis le 15 août dernier, l'icône démocratique, chef de file de l'opposition, n'accepte plus les colis de nourritures que des membres de son parti, la Ligue nationale pour la démocratie, lui déposent devant le portail de sa villa de la rue de l'Université, en plein cœur de Rangoon, comme c'est le cas chaque semaine depuis sa dernière assignation à résidence.

Le prix Nobel de la paix 1991 a passé 13 des 19 dernières années en détention. Et sa dernière arrestation remonte à 2003, après qu'un convoi de son parti a été attaqué par des miliciens pro-gouvernementaux.

L'embuscade avait fait plus de 100 morts parmi ses partisans. La junte militaire birmane a formellement rejeté, jeudi, la possibilité d'une grève de la faim de la part d'Aung San Suu Kyi mais dans les milieux d'opposition exilés, l'inquiétude demeure. L'opposante birmane est apparue très amaigrie sur des images diffusées, il y a quelques mois, à l'occasion de la visite de l'émissaire de l'ONU pour la Birmanie, le diplomate nigérian Ibrahim Gambari.

Chez les opposants exilés, qui croient fermement à la thèse de la grève de la faim, on parle d'une "ultime tentative" d'Aung San Suu Kyi. Son refus de rencontrer une nouvelle fois en fin de semaine dernière l'envoyé spécial de Ban Ki-moon, "jugé trop complaisant avec la junte", pourrait leur donner raison.

- 
- **Birmanie: Aung San Suu Kyi refuserait de la nourriture, selon son parti**
  - **Un an après les manifestations violemment réprimées en Birmanie ... Soutenez les prisonniers birmans**
- 

### **Birmanie: Aung San Suu Kyi refuserait de la nourriture, selon son parti**

*AFP\_26 août 2008*

Le parti de l'opposante birmane Aung San Suu Kyi a déclaré mardi que la lauréate du prix Nobel de la paix, assignée à résidence, aurait commencé à refuser des livraisons de nourriture mais un responsable de la junte militaire a démenti une éventuelle grève de la faim.

Des opposants birmans en exil ont affirmé que Mme Suu Kyi, 63 ans, confinée dans sa demeure délabrée de Rangoun depuis 2003, avait accepté des livraisons de nourriture pour la dernière fois le 15 août mais son parti, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), s'est montré prudent.

"Je ne peux pas confirmer si elle est en grève de la faim, mais nous avons entendu qu'elle n'a pas pris possession de sa nourriture", a déclaré Nyan Win, porte-parole de la LND. "Nous sommes très inquiets de cette situation, alors que nous n'avons vraiment aucun contact direct avec elle", a-t-il dit.

"Nous avons également entendu qu'elle a présenté des demandes aux autorités il y a deux semaines. Nous ne savons pas quelles sont ses demandes, mais il est probable que cela concerne sa détention", a ajouté Nyan Win.

Le régime militaire a, pour sa part, démenti toute grève de la faim.

"Ce ne sont que des rumeurs, ce n'est pas vrai", a assuré un responsable birman, sous le couvert de l'anonymat. "Nous n'avons reçu aucune demande de sa part", a-t-il ajouté.

"On essaie d'en savoir plus", a pour sa part indiqué un diplomate occidental qui a requis l'anonymat. Il a rappelé que la seule personne réellement en mesure de donner des informations sur Mme Suu Kyi était son médecin personnel, Tin Myo Win, qui l'a examinée le 17 août. Il s'agissait du premier examen médical de la dirigeante depuis février. Aung San Suu Kyi, qui a été privée de liberté pendant la majeure partie des 19 dernières années, avait créé la surprise la semaine dernière en refusant de rencontrer l'envoyé spécial de l'ONU en Birmanie, Ibrahim Gambari.

M. Gambari était venu dans l'espoir de relancer le dialogue entre l'opposition et le régime militaire, mais sa mission s'était achevée sur un échec qui a mis l'accent sur l'impasse politique en Birmanie où l'armée est au pouvoir depuis 1962. En 1990, la LND avait très largement remporté des élections pluralistes mais les militaires n'avaient pas honoré les résultats et la formation de Mme Suu Kyi n'a jamais accédé au pouvoir.

-----  
**Un an après les manifestations violemment réprimées en Birmanie ... Soutenez les prisonniers birmans**

*Amnesty International\_26 aout 2008*

Le 13 septembre 2008, Actions Birmanie et Amnesty International souhaitent commémorer la révolution safran en conviant les citoyens belges à marcher aux noms des personnes arrêtées lors de cet événement.

Il y a de cela un an, des milliers de moines et de citoyens birmans ont eu le courage de se lever et de marcher pacifiquement pour protester contre l'attitude des généraux au pouvoir. Marcher malgré le souvenir de la répression sanglante de 1988 (plus de 3000 morts). Depuis la situation a empiré : 867 citoyens supplémentaires ont été emprisonnés portant le nombre de prisonniers politiques à 2025 personnes selon l'Association de soutien aux prisonniers politiques birmans (AAPPB).

Nous devons répondre à l'appel d'Aung San Suu Kyi, prix Nobel de la Paix, démocratiquement élue en 1990, en accentuant les pressions internationales et en faisant usage de notre liberté pour servir celle de la population birmane. Le 13 septembre 2008, Actions Birmanie et Amnesty International entendent commémorer la révolution safran en conviant les citoyens belges à marcher aux noms des prisonniers birmans de l'automne dernier.

Rendez-vous le samedi 13 septembre à 11h sur la Place des Barricades à Bruxelles (métro Madou) nous marcherons vers la place des libertés en jaune, couleur du parti d'Aung San Suu Kyi (fleur, t-shirt, écharpe...)

- - **L'opposante Aung San Suu Kyi refuse de rencontrer l'envoyé de l'ONU**  
- **L'ONU piétine**  
-----

**L'opposante Aung San Suu Kyi refuse de rencontrer l'envoyé de l'ONU**  
*AFP\_27 aout 2008*

L'opposante birmane Aung San Suu Kyi a refusé de rencontrer l'envoyé spécial de l'ONU en Birmanie, Ibrahim Gambari, qui a séjourné six jours dans ce pays, a affirmé samedi la télévision d'Etat.

M. Gambari s'était rendu en Birmanie dans l'espoir de relancer un dialogue entre l'opposition et le régime militaire, mais il n'a rencontré ni l'opposante birmane ni le chef de la junte au pouvoir.

"Bien que des plans aient été mis au point pour que M. Gambari puisse la rencontrer le 20 août, Daw Aung San Suu Kyi a refusé de le rencontrer", a déclaré la télévision, utilisant un titre honorifique de la lauréate du prix Nobel de la Paix.

La télévision a montré deux assistants de M. Gambari attendant en vain l'opposante devant la porte de son domicile, où elle a vécu confinée pendant la majeure partie des dix-neuf dernières années.

Des officiels birmans ont également été montrés, parlant à l'aide d'un porte-voix et disant : "M. Gambari veut vous rencontrer".

Mais selon la télévision, l'opposante n'a jamais répondu à leur tentative de parler avec elle.

Son apparent rejet de la médiation de M. Gambari met l'accent sur l'impasse politique en Birmanie où l'armée est au pouvoir depuis 1962. En 1990, la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti d'Aung San Suu Kyi, avait très largement remporté des élections pluralistes mais les militaires n'avaient pas honoré les résultats et la formation de Mme Suu Kyi n'a jamais accédé au pouvoir.

Après la répression brutale en 2007 d'importantes manifestations conduites par des moines bouddhistes, la junte birmane avait cherché à atténuer la pression internationale en nommant un officier de liaison, le ministre du Travail, Aung Kyi, pour dialoguer avec la dirigeante de l'opposition.

Mais l'officier de liaison et Mme Suu Kyi ne se sont pas rencontrés depuis janvier et, avant cela, l'opposante s'était déjà plainte de la lenteur de ces discussions. La dernière mission de M. Gambari en Birmanie remonte à mars dernier et des responsables de l'ONU l'avaient qualifiée de "décevante". La junte avait alors rejeté une proposition de M. Gambari d'envoyer des observateurs au référendum qui a approuvé en mai une nouvelle Constitution.

Selon des analystes, ce séjour est même pire. M. Gambari a rencontré samedi le Premier ministre Thein Sein, seulement après avoir prolongé son séjour de 24 heures. Mais Thein Sein n'est pas un des membres les plus importants de la junte et n'a que peu d'influence.

"C'est un échec. Le Premier ministre n'a pas le pouvoir de prendre une décision quant à une reprise du dialogue. Le pire est de ne pas avoir pu voir Aung San Suu Kyi", a déclaré l'analyste Win Min.

"M. Gambari doit être très déçu. ... Je pense qu'il sera très difficile pour lui de poursuivre sa mission", a ajouté Win Min.

L'envoyé spécial de l'ONU en Birmanie s'est entretenu à deux reprises avec des responsables du parti d'Aung San Suu Kyi.

"La dernière fois, elle l'avait rencontré, mais il n'y a pas eu de progrès depuis.....Elle ne veut pas être utilisée par M. Gambari pour dire que sa mission fonctionne", a déclaré Win Min.

-----

## **L'ONU piétine**

*Radio-Canada\_24 aout 2008*

La Ligue nationale pour la démocratie (LND), le parti de la dissidente Aung San Suu Kyi, considère que les efforts déployés jusqu'ici par l'émissaire de l'ONU pour convaincre la junte militaire au pouvoir de prendre en considération les exigences de l'opposition se sont révélés une perte de temps.

La LND dénonce en outre qu'il ait proposé à la junte de l'aider à préparer les élections de 2010, ce qui viendrait cautionner le référendum constitutionnel de mai dernier. Or, ce dernier visait avant tout à pérenniser l'emprise des militaires sur le pouvoir.

*Camoufflets pour Gambari*

Samedi, Aung San Suu Kyi a même refusé de rencontrer l'émissaire onusien, Ibrahim Gambari, qui avait obtenu de la junte la permission de rencontrer la dissidente, en résidence surveillée. Le refus a été interprété comme un rejet de la médiation en cours.

La nouvelle mission de six jours de l'envoyé spécial a été un échec sur tous les plans, M. Gambari n'ayant réussi qu'à rencontrer le premier ministre Thein Sein, un poids plume au sein de la junte militaire. Il est reparti sans avoir pu obtenir un quelconque engagement du régime.

Sa précédente visite, en mars dernier, avait été qualifiée de « décevante » au sein même de l'ONU. L'ex-Birmanie est sous la coupe d'une junte militaire depuis 1962. Les tensions entre le régime et la société civile sont vives depuis le refus des militaires d'honorer les résultats des élections pluralistes de 1990, largement remportées par la LND d'Aung San Suu Kyi.

- 
- **Le conseiller spécial de l'ONU Gambari lundi au Myanmar pour une visite de cinq jours**
  - **Catastrophes naturelles en Chine et en Birmanie: le Canada a versé 41,6 millions \$**
  - **Myanmar : l'ONU transfère au gouvernement un site de stockage de vaccins**
- 

### **Le conseiller spécial de l'ONU Gambari lundi au Myanmar pour une visite de cinq jours**

*ONU (Communiqués de presse)\_15 août*

Le conseiller spécial du Secrétaire général de l'ONU sur le Myanmar, Ibrahim Gambari, doit entamer lundi une visite de cinq jours au Myanmar, à l'invitation du gouvernement. M. Gambari aura une série de consultations avec le gouvernement et d'autres parties impliquées dans la mise en œuvre du mandat de bons offices confié au Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, par l'Assemblée générale de l'ONU, a précisé un porte-parole adjoint de l'ONU à New York.

Ban Ki-moon avait rappelé il y a quelques semaines que le processus politique au Myanmar devait être « crédible et ouvert ».

Ibrahim Gambari s'est rendu pour la dernière fois sur place du 6 au 10 mars. Il avait décrit sa visite comme « décevante » alors que le gouvernement du Myanmar s'apprêtait à organiser un référendum constitutionnel sans suivre les recommandations des Nations Unies pour le rendre véritablement représentatif et démocratique.

Ce sera la première visite d'Ibrahim Gambari depuis le passage début mai du cyclone Nargis qui a suscité un plan d'action massif des Nations Unies, après des critiques sur la réticence des autorités birmanes à laisser entrer l'aide humanitaire. Le gouvernement avait finalement procédé à l'organisation du référendum en plein milieu des activités de secours aux victimes de Nargis.

Le rapporteur spécial du Conseil des droits de l'Homme (CDH) pour le Myanmar, Tomas Ojea Quintana, s'est rendu la semaine dernière au Myanmar pour une visite de quatre jours au cours de laquelle il a pu discuter avec des responsables du gouvernement, des représentants de partis politiques et d'organisations non gouvernementales et des prisonniers politiques.

---

### **Catastrophes naturelles en Chine et en Birmanie: le Canada a versé 41,6 millions \$**

*La presse Canadienne\_15 août 2008*

Le Canada aura versé un total de 41,6 millions \$ au cours des derniers mois aux victimes du tremblement de terre ayant frappé le Sichuan, en Chine, et du cyclone Nargis qui a touché la Birmanie.

Ces sommes sont équivalentes aux montants versés par les Canadiens à différents organismes humanitaires qui sont venus en aide sur le terrain aux victimes de ces catastrophes naturelles.

Par ailleurs, le Canada a remis 11,6 millions \$ pour secourir les sinistrés du cyclone Nargis en Birmanie. Le cyclone a fait près de 140 000 morts et personnes disparues, en mai dernier. L'Agence canadienne de développement international souligne que la réponse humanitaire des Canadiens a été immédiate, et plusieurs organisations ont réuni des fonds pour venir en aide au peuple birman, malgré les entraves de toutes sortes faites par la junte militaire au pouvoir. L'ACDI a contribué à 10 projets offrant une aide humanitaire dans chacun des deux pays.

---

## **Myanmar : l'ONU transfère au gouvernement un site de stockage de vaccins**

ONU (Communiqués de presse) - 13 août 2008

Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont transféré mardi au ministère birman de la Santé un site de stockage des vaccins, dans le cadre de leurs efforts pour aider le gouvernement dans ses campagnes d'immunisation.

Le site peut stocker des réserves de six différents vaccins couvrant les besoins du pays pendant huit mois, a indiqué mercredi un porte-parole du Secrétaire général, Farhan Haq, lors de son point de presse à New York. « Ce sera un centre vital pour la distribution de vaccins pour des immunisations nationales de routine et d'urgence », a dit le porte-parole. Le nombre de campagnes de santé dans le pays s'est accru, notamment après le cyclone Nargis qui a frappé le Myanmar début mai, a-t-il précisé.

---

## **- Des dizaines d'arrestations vingt ans après le soulèvement birman - Birmanie: Suu Kyi à reçu son avocat**

---

### **Des dizaines d'arrestations vingt ans après le soulèvement birman**

LE MONDE\_9 aout 2008

Quelques dizaines d'opposants birmans ont été interpellés, vendredi 8 août, dans des villes de province, pour avoir tenté de manifester contre la junte à l'occasion du vingtième anniversaire du soulèvement de 1988, qui avait tenté, en vain, de secouer le joug de la plus vieille dictature militaire d'Asie. Des protestations organisées par la diaspora birmane ont également visé les ambassades de Birmanie et celles de Chine, le pays le plus proche de la junte.

Selon les informations partielles recueillies auprès de l'opposition à Rangoun, où le régime a passé sous silence l'événement, des manifestants vêtus de T-shirts frappés des chiffres 8/8/88, symbolisant la date, ou d'habits noirs, ont été emmenés par la police à Taunggok et Sittwe (nord-ouest). A Rangoun, un important dispositif de sécurité a dissuadé les résidents de toute démonstration d'hostilité collective, hormis le port de vêtements noirs. Des chevaux de frise supplémentaires avaient été disposés près de la demeure de M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi, chef de file de l'opposition, en résidence surveillée.

La nervosité de la junte avait été accentuée, la veille, par la visite à la frontière thaïlandaise de Laura Bush, l'épouse du président américain, très impliquée dans les condamnations du régime militaire birman. M<sup>me</sup> Bush a réclamé la libération des plus de 2 000 prisonniers politiques et la reprise d'un dialogue entre les généraux et la société civile. Le soulèvement de 1988 reste la pierre angulaire de la résistance passive de la société birmane à la junte. Le groupe d'étudiants Génération 88 a rappelé son existence par un communiqué rejetant les plans des militaires en vue d'élections générales en 2010, dans une forme institutionnelle destinée à préserver les mesures d'exception en vigueur depuis 1962. Ces mesures excluent de la représentation politique quantité de groupes ethniques minoritaires et pro-démocratie.

Le nouvel envoyé spécial des Nations unies sur les droits de l'homme en Birmanie, le diplomate argentin Tomas Ojea Quintana, autorisé à se rendre sur place quatre jours, a dû quitter le pays à la veille de l'anniversaire. Il a rencontré des responsables militaires dans leur capitale administrative de Naypyidaw et des proches de M<sup>me</sup> Suu Kyi à Rangoun, et livrera prochainement ses réflexions sur ces entretiens. A la veille de l'anniversaire, un comédien comique populaire, Zaganar, et un journaliste sportif, Zaw Thet Htwe, ont été inculpés de "*tentative en vue de fomenter des troubles*" pour avoir pris l'initiative d'organiser des groupes de secours aux sinistrés du typhon Nargis, dans le delta de l'Irrawaddy, en mai. C'est la sixième inculpation frappant le comédien.

Trois mois après le passage dévastateur du typhon, qui a fait près de 140 000 morts et disparus et 2,4 millions de sinistrés, l'agence américaine Associated Press a réalisé un survol des opérations de secours montrant que près d'un million de survivants se trouvent dans une situation de précarité alimentaire absolue, avec des réserves n'excédant pas quelques jours. Deux mille écoles sont en ruines. Les distributions de secours vitaux dureront encore trois mois en raison des retards imposés par la junte pour des motifs xénophobes. Les Nations unies, et, séparément, la France, la Grande-Bretagne et les Etats-

Unis ont protesté contre la "dîme" de quelque 20 % prélevée sur l'aide financière extérieure par la junte. Quelque 10 millions de dollars sont ainsi allés dans les caisses du régime, selon une estimation de l'ONU. La même "fiscalité" frappe les dons des firmes occidentales opérant en Birmanie, tels l'américain Chevron et le français Total.

---

### **Birmanie: Suu Kyi à reçu son avocat**

*La Presse Canadienne\_10 aout 2008*

Aung San Suu Kyi a pu rencontrer son avocat pour la première fois depuis cinq ans, a annoncé dimanche le porte-parole de Ligue nationale pour la démocratie (LND) qu'elle préside. 'opposante birmane a passé plus de 12 des 19 dernières années assignée à résidence, sans avoir eu de procès. Elle est confinée chez elle depuis mai 2003.

Selon son avocat qui l'a rencontrée vendredi, la prisonnière semblait se porter très bien, a précisé Nyan Win. Agée de 63 ans, elle a été examinée par un médecin en mai. La dissidente voulait consulter son conseil sur la loi invoquée par la junte au pouvoir pour la maintenir en détention. Cette assignation à résidence a été prolongée d'un an en mai 2008, alors que la loi birmane dispose que nul ne peut être détenu pendant plus de cinq ans sans procès. Il semble que le gouvernement ait repoussé cette limite à six ans en vertu d'une loi de 1975 sur la sécurité de l'Etat.

Des militaires dirigent la Birmanie depuis 1962. La junte actuelle est arrivée au pouvoir en 1988 en écrasant un soulèvement national en faveur de la démocratie. Elle a organisé des élections largement remportées par la LND en 1990 mais en a confisqué les résultats.

- 
- **Birmanie: avant les Jeux, les Bush braquent les projecteurs sur la "tyrannie"**
  - **Manifestation à Lausanne pendant la cérémonie d'ouverture des JO**
  - **Le PM koweïtien effectue une visite au Myanmar**
- 

### **Birmanie: avant les Jeux, les Bush braquent les projecteurs sur la "tyrannie"**

*AFP\_7 aout 2008*

Le président américain George W. Bush a appelé de ses voeux jeudi la fin de la "tyrannie" en Birmanie, tandis que son épouse et sa fille visitaient un camp de réfugiés birmans en Thaïlande près de la frontière. Avant de gagner la Chine, point d'orgue de leur probable tournée d'adieux à l'Asie, les Bush tâchaient ainsi, au cours d'une étape thaïlandaise de moins de 24 heures, de braquer les projecteurs sur ce qui est pour eux une "noble cause" et un motif de profonde frustration. Les Etats-Unis et leurs partenaires asiatiques cherchent à "mettre fin à la tyrannie en Birmanie", a dit M. Bush dans un discours prononcé à Bangkok pendant que sa femme Laura et une de leurs filles, Barbara, parcouraient les voies boueuses du camp de Mae La. M. Bush a pressé le régime militaire de libérer l'icône de l'opposition et Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi et les autres prisonniers politiques. Il a déjeuné avec des dissidents birmans en exil, "non seulement pour entendre vos histoires personnelles, mais pour que vous me donniez des conseils sur ce que l'Amérique devrait faire d'après vous".

"Ils continuent à déployer leurs soldats dans les zones ethniques, et ils continuent à commettre des violations des droits de l'Homme contre (les communautés) ethniques. Cela inclut le viol. C'est utilisé depuis longtemps comme arme de guerre en Birmanie", a dit Lway Aye Nang, activiste des droits des femmes, à M. Bush. Lway Aye Nang a dénoncé le détournement par la junte des richesses nationales à son profit et les restrictions imposées à l'acheminement de l'aide aux victimes du cyclone Nargis. "La meilleure solution serait que le régime du général Than Shwe ouvre un vrai dialogue" avec l'opposition dirigée par Mme Aung San Suu Kyi, assignée à résidence, a dit Mme Bush au camp de Mae La, où sa fille et elle ont été accueillies par les chants et les danses de réfugiés revêtus de costumes traditionnels. "Si on pouvait assister à un changement dans le gouvernement birman (...) les gens pourraient retourner chez eux en sécurité", a-t-elle déclaré, emmitouflée comme sa fille dans une écharpe tissée par les réfugiés.

Le camp abrite 35.000 réfugiés, dont de nombreux chrétiens de l'ethnie minoritaire Karen. Beaucoup d'entre eux ont risqué leur vie en franchissant la montagne pour fuir la répression exercée contre les

ethnies rebelles en Birmanie. Vendredi, au moment où la Chine ouvrira avec faste les Jeux olympiques en présence de M. Bush, les opposants birmans pleureront les 3.000 victimes de la répression du soulèvement du 8 août 1988 contre la dictature. Plusieurs des militants avec lesquels M. Bush déjeunait jeudi ont participé au mouvement.

Les généraux qui dirigent le pays depuis 1962 ont vite repris les choses en main. Pour les époux Bush, l'incapacité à changer les réalités birmanes et la résistance opposée aux efforts américains par les voisins et alliés de la Birmanie, comme la Chine et la Thaïlande, sont devenues une source d'insatisfaction.

La Birmanie est sous le coup de sanctions américaines depuis 1997.

M. Bush n'a cessé de les renforcer. Il l'a fait à plusieurs reprises après septembre 2007 et la répression d'un mouvement de protestation conduit par les moines bouddhistes. Les dernières sanctions en date, visant les sources de financement du régime comme le commerce des pierres précieuses, ont été imposées la semaine passée. Le différend sur la Birmanie est un des contentieux entre les Etats-Unis d'une part et la Thaïlande ainsi que l'Association des nations d'Asie du Sud-Est dont elle vient de prendre la présidence. L'administration Bush est aussi frustrée de la résistance du gouvernement chinois à des mesures internationales contre son allié birman.

-----

### **Manifestation à Lausanne pendant la cérémonie d'ouverture des JO**

*Les Temps\_7 aout 2008*

Associations tibétaine et birmane réunies au Musée olympique pour dénoncer la Chine. Plusieurs actions de soutien prévues en Suisse.

Le chiffre symbolise parfaitement le paradoxe. En Chine, le 8 est un nombre porte-bonheur, et le pays espère qu'il sera de bon présage lors de la cérémonie d'ouverture du [08.08.08](#). Par contre, la Birmanie commémore le même jour les vingt ans d'un massacre de manifestants par les militaires dans les rues de leur capitale. L'association La Porte du Tibet se joint à l'association Suisse-Birmanie ce vendredi 8 en se rassemblant pacifiquement devant le Musée olympique de Lausanne pour dénoncer le rôle joué selon eux par Pékin dans le soutien de la junte birmane et l'oppression du peuple tibétain.

Pour leur premier projet commun, les deux associations ont prévu chansons, colombes et une minute de silence pour une soirée qu'ils veulent positive. Les organisateurs comptent sur la présence de 300 personnes, dont le conseiller aux Etats vert Luc Recordon, le musicien K et des membres de Reporters sans frontières. Au même moment, le musée lausannois retransmettra la cérémonie mais interdira l'entrée aux manifestants. «Tout se fait dans les règles», assure Aude Fluckiger, membre de Suisse-Birmanie et co-organisatrice de l'événement. Selon elle, un dispositif policier sera présent. Le Musée olympique, contacté mercredi, s'est refusé à tout commentaire.

Seule la cérémonie d'ouverture fera l'objet d'un boycott par les deux associations, comme le parlement tibétain en exil l'avait souhaité. Ceci contraste avec la position de la Suisse, dont le président, Pascal Couchepin, assistera à la cérémonie, malgré 60000 signatures de groupes pro-tibétains lui demandant de s'en abstenir. Le chef d'Etat sera en compagnie des deux conseillers d'Etat Jean-Claude Mermoud et Pascal Broulis, du syndic de Lausanne, Daniel Brélaz, et trois municipaux de la Ville. En plus des 5698 personnes engagées au boycott du spectacle dans une douzaine de pays, de nombreuses activités de soutien sont prévues. A Aarau, un cirque sera dressé pour les enfants, et la Fondation Monte Verit, au Tessin, organise une cérémonie aux îles Brissago. Des bougies s'allumeront à travers le monde en signe de paix jeudi à 21h, une initiative du groupe Candle for Tibet.

-----

### **Le PM koweïtien effectue une visite au Myanmar**

*(Xinhua)\_6 aout 2008*

Le Premier ministre koweïtien Cheik Nasser Al-Mohammed Al-Ahmed Al-Jaber Al-Sabah est arrivé mercredi à Nay Pyi Taw, nouvelle capitale du Myanmar, pour effectuer une visite amicale au Myanmar, selon des sources officielles. Il s'agit de la première visite effectuée par un haut responsable koweïtien au Myanmar depuis l'établissement des relations diplomatiques au niveau d'ambassadeur entre les

deux pays en décembre 1998. Le Premier ministre koweïtien fait cette visite à l'invitation de son homologue birman le général Thein Sein. Avant sa visite au Myanmar, il avait effectué une visite officielle de trois jours au Cambodge.

- 
- **Birmanie: l'aide de l'ONU entravée par les taux de changes**
  - **Rencontre entre des moines bouddhistes et l'émissaire des Nations unies**
  - **Vingt ans ont passé, on compte aujourd'hui plus de 2 000 prisonniers politiques**
- 

### **Birmanie: l'aide de l'ONU entravée par les taux de changes**

*Romandie\_1 aout 2008*

Les opérations d'aide de l'ONU à destination de la Birmanie, ravagée par le cyclone Nargis, ont perdu environ 10 millions de dollars. Des taux de change officiels fluctuants sont la raison de ces pertes. Selon le responsable des affaires humanitaires à l'ONU John Holmes, ces pertes sont "un problème important", et environ 15% de l'aide délivrée ces trois derniers mois a été perdue. Il a expliqué que les pertes enregistrées par l'ONU étaient causées pas une dévaluation des Certificats d'échange de devises étrangères (FEC) en Birmanie. L'ONU utilise ces certificats, habituellement équivalents à un dollar, et les convertit dans la monnaie locale, le kyat. Mais, a regretté M. Holmes, l'ONU reçoit désormais jusqu'à 20 à 25% d'argent en moins en monnaie locale, et le taux de change varie de jour en jour.

L'ONU a dépensé 200 millions de dollars (environ 125 millions d'euros) pour l'aide à la Birmanie après le passage du cyclone Nargis en mai, qui a fait environ 140 000 morts ou disparus.

Le 10 juillet, les Nations unies ont réclamé que l'aide aux victimes soit portée à environ 482 millions (300 millions d'euros). M. Holmes a indiqué que 200 millions de dollars avaient été versés à ce jour et qu'il était confiant pour la suite. Il a également affirmé que les conditions s'amélioraient sur le terrain et que "chaque partie des zones touchées" avait été visitée.

---

### **Rencontre entre des moines bouddhistes et l'émissaire des Nations unies**

*La Presse canadienne\_4 aout 2008*

Un émissaire du Conseil des droits de l'homme des Nations unies a rencontré lundi de hauts prélats bouddhistes au premier jour d'une mission de quatre jours en Birmanie mais on ignore s'il s'entretiendra avec les membres de la junte militaire ou encore s'il pourra voir l'opposante Aung San Suu Kyi.

Tomas Ojea Quintana, l'enquêteur pour la Birmanie du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, s'est entretenu tôt lundi avec de hauts membres de l'Organisation d'Etat Sangha, l'organisme qui contrôle les monastères et les moines du pays, ont précisé des diplomates asiatiques sous couvert de l'anonymat. Au cours de sa visite, Quintana devrait se rendre dans le delta d'Irrawady où un cyclone avait fait plus de 84.000 morts les 2 et 3 mai derniers. Le départ de Quintana prévu jeudi surviendra à la veille du 20e anniversaire d'un soulèvement contre la junte militaire.

---

### **Vingt ans ont passé, on compte aujourd'hui plus de 2 000 prisonniers politiques**

*Amnesty International\_3 août 2008*

Vingt ans après les premières manifestations, violemment réprimées, en faveur de la démocratie au Myanmar, les Nations unies doivent prendre des mesures plus énergiques pour obtenir la libération de U Win Tin et d'autres prisonniers d'opinion détenus depuis cette époque, a déclaré Amnesty International ce dimanche 3 août 2008. Ibrahim Gambari, conseiller spécial du secrétaire général des Nations unies et Thomas Ojea Quintana, rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits humains au Myanmar, se rendent au Myanmar au mois d'août.

Le 8 août 1988 – 8.8.88 – éclataient à Yangon (anciennement Rangoun) des manifestations en faveur de la démocratie à l'appel des étudiants. Le mouvement s'était rapidement propagé à d'autres villes, rassemblant de plus en plus de gens et suscitant un soutien populaire de plus en plus grand au cours des six semaines suivantes. Les forces de sécurité gouvernementales étaient alors violemment intervenues, tuant environ 3 000 personnes. Des milliers d'autres avaient été emprisonnées ou avaient « disparu », sans que la moindre information sur leur sort ne soit communiquée.

Depuis, malgré l'engagement des Nations unies pour améliorer la situation au Myanmar, au travers notamment de résolutions votées par l'Assemblée générale et le Conseil des droits humains et malgré quelque 35 missions officielles menées par le conseiller spécial, le rapporteur spécial et leurs prédécesseurs, quelque 2050 prisonniers politiques sont toujours incarcérés au Myanmar. Environ 900 personnes ont été emprisonnées au cours des dix derniers mois. « En dépit des innombrables déclarations du gouvernement du Myanmar affirmant qu'il entendait autoriser une participation politique plus large, U Win Tin arrêté peu après les manifestations de 1988 est toujours en prison, de même que des milliers d'autres personnes, a déclaré Benjamin Zawacki, chercheur pour le Myanmar auprès d'Amnesty International.

« Rien ne démontre mieux la mauvaise foi du gouvernement que le fait qu'il y ait aujourd'hui plus de prisonniers politiques enfermés pour des peines de longue durée qu'à aucun autre moment depuis les manifestations.

« Si U Win Tin est le plus ancien prisonnier d'opinion au Myanmar, il est loin d'être le seul, a déclaré Benjamin Zawacki.

« Des milliers d'autres l'ont rejoint depuis 1988, environ 900 au cours des seuls dix derniers mois. Les Nations unies ne doivent plus s'en tenir aux assurances creuses du gouvernement mais obliger le Myanmar à tenir parole. » Amnesty International demande la libération immédiate et sans condition de tous les prisonniers d'opinion. L'organisation demande notamment instamment aux Nations unies de faire pression en faveur de la libération des vingt personnes dont les noms suivent :

\* U Win Tin (h), soixante-dix-huit ans, journaliste, opposant connu, cadre de la Ligue nationale pour la démocratie (LND), le principal parti d'opposition, est en prison depuis 1989. Il souffre de multiples problèmes de santé, il devrait être libéré en 2009.

\* Win Htein (h), soixante-six ans, proche collaborateur de la dirigeante de la LND, Daw Aung San Suu Kyi, a été emprisonné en 1996 pour avoir, entre autres, aidé les paysans à s'organiser et des membres de la LND à rassembler des statistiques sur le monde agricole. Il est détenu à l'isolement et souffre de nombreux problèmes de santé, d'hypertension notamment et d'une maladie cardiaque.

\* Daw May Win Myint (f), cinquante-huit ans, membre du Parlement élu et Than Nyein (h), soixante et onze ans, cadre de la LND et membre du Parlement élu, ont été emprisonnés en 1997 pour avoir organisé un rassemblement de la LND. Leurs peines initiales ont été prolongées à plusieurs reprises depuis 2004, tous deux sont en mauvaise santé.

\* Aung Tun (h), quarante et un ans, l'un des principaux membres de la Fédération des syndicats étudiants de Birmanie (Basse Birmanie), a été condamné en 1998 à une peine de dix-sept ans de prison pour avoir « collaboré avec des groupes terroristes » et écrit une histoire du mouvement étudiant au Myanmar. Asthmatique grave et atteint de tuberculose, il a été placé en détention au secret à plusieurs reprises pendant de longues périodes.

\* Myo Min Zaw (h), trente et un ans et Ko Aye Aung (h), trente-trois ans, tous deux étudiants, ont été emprisonnés en 1998 pour leur rôle dans les manifestations étudiantes organisées pour réclamer des améliorations du système éducatif et le respect des résultats du scrutin des élections de 1990.

Condamnés respectivement à cinquante-deux et quarante-cinq années d'emprisonnement, ils purgent leur peine dans des établissements situés loin de tout et souffrent de problèmes de santé.

\* Ma Khin Khin Leh (f), quarante-deux ans, enseignante, a été condamnée à la réclusion à perpétuité en 1999, les autorités n'ayant pas réussi à localiser son mari, militant politique actif. Elle souffre d'un problème pulmonaire non précisé et d'arthrite rhumatoïde.

\* Khaing Kaung San (h), trente-sept ans, opposant politique travaillant avec des organisations d'aide sociale à la minorité rakhine, a été emprisonné en 2000 après avoir été rapatrié de force de Thaïlande où il avait demandé – et obtenu – l'asile politique.

\* Saw Naing Naing (h), soixante-six ans, membre du Parlement élu et ancien prisonnier d'opinion entre 1990 et 1999 et Soe Han (h), soixante-cinq ans, avocat, ont été condamnés en 2000 à vingt et un ans de prison pour avoir rédigé une déclaration réclamant la libération de Daw Aung San Suu Kyi. Saw Naing Naing aurait été placé avec des prisonniers de droit commun en attente de leur exécution.

\* U Khun Htun O (h), soixante-cinq ans, le plus important représentant politique de la minorité ethnique Chan, a été emprisonné en 2005 pour avoir participé à une discussion à caractère privé sur les projets du gouvernement concernant la transition politique. Il purge une peine de quatre-vingt treize années d'emprisonnement et est en mauvaise santé.

\* Min Ko Naing (h), quarante-cinq ans, l'un des principaux dirigeants du mouvement en faveur de la démocratie, ancien prisonnier d'opinion entre 1989 et 2004 et fondateur du groupe étudiant Génération 88, a été emprisonné en août 2007 pour avoir participé aux manifestations. Tout soin médical lui a été refusé pour ses nombreux problèmes de santé.

\* U Ohn Than (h), soixante et un ans, militant, a été condamné à la réclusion à perpétuité en août 2007 pour avoir manifesté devant l'ambassade des États-Unis à Yangon. Il est maintenu en détention loin de sa famille et souffrirait de malaria cérébrale à un stade avancé.

\* Hla Myo Naung (h), quarante ans, l'un des dirigeants du groupe étudiant Génération 88, a été arrêté et emprisonné en octobre 2007 au moment où il est sorti de la clandestinité pour se faire soigner pour une rupture de la cornée. Il pourrait perdre la vue en raison du manque de prise en charge appropriée.

\* Thin Thin Aye (Mie Mie) (f), trente-huit ans, Htay Kywe (h), quarante ans, dirigeants du groupe étudiant Génération 88 et Zaw Htet Ko Ko (h), vingt-sept ans, jeune membre du groupe étudiant Génération 88, ont été arrêtés et emprisonnés en octobre 2007 à l'issue de la chasse à l'homme engagée après la répression des manifestations. Mie Mie a eu un problème cardiaque au cours de sa détention sans obtenir de soins pendant toute une période. Zaw Htet Ko Ko s'est vu refuser des soins pour un problème d'amygdale.

\* U Gambira (h), vingt-neuf ans, moine et co-fondateur de l'Alliance des moines de Birmanie pendant les manifestations de septembre 2007, a été arrêté et emprisonné en novembre 2007 après que des membres de sa famille eurent été détenus en « otages » pour le forcer à sortir de la clandestinité. Il a été torturé et détroqué en prison ; il a été placé en isolement cellulaire en mars 2008.

\* Myo Yang Naung Thein (h), trente-quatre ans, membre du groupe étudiant Génération 88, a été emprisonné en décembre 2007 en raison de ses liens avec des militants qui avaient filmé les manifestations de septembre 2007. Il a aujourd'hui le bas du corps paralysé, peut-être à cause des actes de torture subis pendant ses interrogatoires et a été privé de soins médicaux spécialisés pendant une longue période.

**Ces prisonniers d'opinion, incarcérés entre 1989 et 2007, sont emblématiques de la répression politique continue menée par le gouvernement du Myanmar au cours des vingt années qui se sont écoulées depuis les premières manifestations en faveur de la démocratie.**